



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

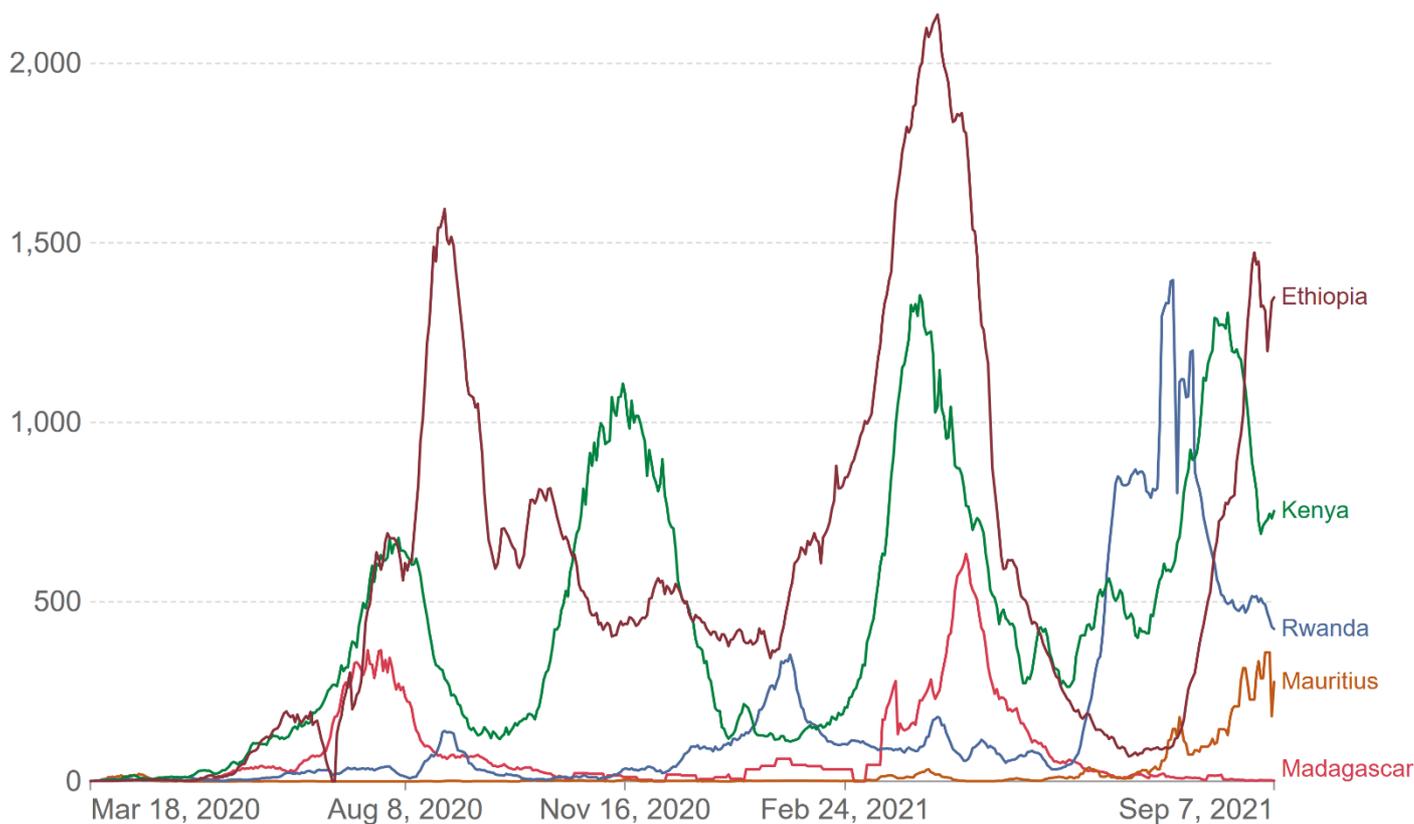
08 septembre 2021

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

🍷 L'allocation générale des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI a eu lieu le 23 août 2021

Cette allocation, d'un montant historique de 650 Mds USD, a pour objectif, selon Kristalina Georgieva, présidente du FMI, de fournir des liquidités supplémentaires au système économique mondial, en complétant les réserves de change des pays et en réduisant leur dépendance à l'égard d'une dette intérieure ou extérieure plus coûteuse. Ces DTS ont été distribués aux pays membres du FMI au prorata de leurs quotes-parts relative au sein du Fonds : environ 275 Mds USD ont été destiné aux pays émergents et aux pays en développement. Au sein de la zone AEOI, un total de 3,3 Mds DTS (4,7 Mds USD) a été distribué par le FMI, les plus importants receveurs de la zone étant le Soudan (604,0 MDTS ; 867,7 MUSD), le Kenya (520,2 MDTS ; 743,9 MUSD) et la Tanzanie (381,3 MDTS ; 545,3 MUSD).

Table 1 : Allocation des DTS en AEOI

Pays	Millions DTS	Millions USD
Burundi	147,6	211,1
Comores	17,1	24,5
Djibouti	30,5	43,6
Erythrée	15,2	21,7
Ethiopie	288,2	412,1
Kenya	520,2	743,9
Madagascar	234,2	334,9
Maurice	136,3	194,9
Ouganda	346,0	494,8
Rwanda	153,5	219,5
Seychelles	21,9	31,3
Somalie	156,6	223,9
Soudan	604,0	863,7
Soudan du Sud	235,8	337,2
Tanzanie	381,3	545,3
Total	3288,4	4702,4

🍷 Burundi

Actualisation de l'accord de coopération aérienne avec la RDC

Au travers d'un avenant signé le vendredi 3 septembre, à Kinshasa, le Burundi et la RDC ont procédé au réajustement de l'accord sur les services aériens portant sur la création de ponts aériens entre les deux pays. Alors que l'accord initial ne prévoyait des liaisons depuis le Burundi que vers la ville de Kinshasa, l'avenant prend désormais en compte les villes de Goma, Lubumbashi et Bukavu en raison de leur proximité avec le Burundi.

🍷 Comores

Financement de 330 MEUR sur 3 ans de la banque Islamique de Développement

La Banque Islamique de Développement (BIsD) a annoncé, le 4 septembre, lors de ses réunions annuelles 2021, souhaiter financer à hauteur de 1,2 Mds USD la relance post-Covid d'une trentaine de pays du monde musulman. Dans ce cadre, un protocole d'accord a été signé avec l'Union des Comores, visant à financer sa relance économique à hauteur de 392 MUSD sur les trois prochaines années. Le financement consisterait notamment à soutenir les importations par les Comores de denrées alimentaires et d'hydrocarbures.

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine.

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine.

🍷 Ethiopie

Resserrage de la politique monétaire

Afin de ralentir l'inflation la Banque centrale a doublé les réserves obligatoires pour les banques commerciales et augmenté le montant de devises étrangères à remettre à la Banque centrale. A partir du 1^{er} septembre 2021 les réserves obligatoires passeront de 5 % à 10 % et les banques seront également tenues de transférer 50 % de leurs avoirs en devises à la Banque centrale, contre 30 % auparavant. Dans un contexte de pénurie structurelle de devises et de conflit au Tigré, ces mesures viseraient à ralentir l'inflation, laquelle a atteint 26,4 % en juillet 2021 (son plus haut niveau depuis 10 ans), en réduisant la masse monétaire en circulation.

Recours à des outils non-conventionnels pour lutter contre l'inflation

Au cours des deux dernières semaines, le gouvernement ainsi que la ville d'Addis-Abeba ont fait jouer des mécanismes extraordinaires dans le but de pallier la tendance inflationniste, ceux-ci venant s'ajouter à une politique monétaire restrictive. Le 28 août, le gouvernement a annoncé l'importation de 400 000 T de blé, 200 000 T de sucre, ainsi que 54 ML d'huile comestible afin de faire baisser les prix de ces denrées. La mairie d'Addis-Abeba a interdit le 24 août les hausses des prix des loyers pendant une période de 90 jours reconductible. Le même jour, elle a annoncé l'allocation de récompenses pour toute personne donnant des informations sur des biens de consommation qui seraient stockés en vue de spéculations sur le marché des denrées.

Kenya

L'inflation atteint 6,57 % en août

Pour le 4^{ème} mois consécutif, l'inflation kényane s'inscrit à la hausse et atteint 6,57 % en glissement annuel en août. Cette hausse s'explique par l'augmentation des prix des produits de bases, et en particulier les aliments et boissons non alcoolisées (10,67 % en g.a) ; les transports (+7,93 %) et l'eau, l'électricité, le gaz et autres combustibles (+5,07 %). Malgré cette hausse, l'inflation reste conforme à l'objectif fixé par la *Central Bank of Kenya* qui vise une inflation de 5 % +/- 2,5 %.

Madagascar

Investissement britannique dans le secteur de la graphite

Le groupe britannique *Tirupati Graphite* a annoncé le 6 septembre avoir mis en service une première tranche de 9 000 tonnes de production de graphite sur son projet de Vatomina (Est de Madagascar). Cette production s'ajoute à une première mine qui extrait 3 000 tonnes par an. L'objectif est d'atteindre une capacité de production totale de 84 000 tonnes par an d'ici 2024, ce qui conduirait à une amélioration de la marge brute d'exploitation, qui dépasserait les prévisions initiales de 57 %.

Maurice

Augmentation des exportations au 1^{er} semestre 2021

Le ministère du développement industriel a annoncé, le 30 août, que la valeur des exportations de janvier à juin 2021 a atteint 394 MEUR, soit une hausse de 35 % par rapport à l'année dernière (293 MEUR de janvier à juin

2020), en dépit des contraintes de confinement et les conditions difficiles dans lesquelles opèrent les entreprises. Selon le ministère, cette amélioration des ventes s'explique principalement par le textile et l'habillement (+59,1 %), les dispositifs médicaux (+47,5 %) et le secteur des montres et de l'horlogerie (+119,0 %).

Ouganda

Fin des mesures d'exemptions fiscales discrétionnaires en faveur des entrepreneurs

Le gouvernement n'accordera plus d'allègement fiscal discrétionnaire aux entreprises en crise financière, comme ce fut le cas lors des premières vagues de pandémie de COVID-19. Le secrétaire au Trésor, R. Ggoobi, affirme que ces mesures faussent la planification des programmes pour le pays. Cette annonce intervient alors que les entrepreneurs ougandais continuent de demander la suppression de certaines taxes, notamment les taxes sur les importations de textiles, pour aider le secteur privé à se relancer. J. Kakungulu, directeur général de la fédération des PME ougandaises, a déclaré que les taux d'imposition en Ouganda restent très élevés, ce qui incite de nombreux contribuables potentiels à se soustraire à l'impôt. Selon M. Ggoobi, le gouvernement souhaite privilégier le soutien aux entreprises en fonction de leur viabilité et de leur capacité à créer des emplois à travers l'investissement plutôt qu'à travers les précédentes mesures d'aide directe, notamment par l'intermédiaire de *Uganda Development Corporation* (UDC).

Les paroisses vont recevoir les fonds appropriés à l'initiative du modèle de développement paroissial

Le modèle de développement des paroisses (PDM), adopté par le Parlement en avril dernier,

est une stratégie visant à mettre en œuvre les services du gouvernement au niveau administratif le plus bas, les paroisses, afin d'assurer un impact plus étendu et inclusif que les interventions antérieures de réduction de la pauvreté. Le plan se concentre notamment sur le soutien aux agriculteurs de la circonscription, pour augmenter la productivité et la production des 18 filières agricoles "prioritaires" (par ex. manioc, maïs, produits laitiers, café, macadamia, karité). Les 10 594 paroisses du pays recevront chacune cette année l'équivalent de 5 000 USD dans le cadre de cette nouvelle initiative. Cette somme fait partie des 57 MUSD prévus dans le budget 2021/22 approuvé en mai par le Parlement. Le Président Museveni a, par ailleurs, proposé de porter cette part à 28 000 USD par an à partir de l'exercice 2022/2023, ce qui équivaut à environ 303 MUSD par an pour l'ensemble du pays, alors même que la dette a récemment franchi la part symbolique des 50 % du PIB.

Rwanda

La nouvelle politique tarifaire pour les produits pharmaceutiques devrait entrer en vigueur en octobre

La *Rwanda Food and Drugs Authority* (FDA) travaille actuellement à la mise en œuvre de la « *Pharmaceutical Pricing and Containment Policy* » qui permettra de réglementer le prix des produits pharmaceutiques. Cette nouvelle politique vise à réglementer le prix des produits pharmaceutiques afin de mettre un terme aux pratiques frauduleuses des différents acteurs du secteur. Concrètement, la FDA fixera une fourchette de prix pour chaque produit pharmaceutique en prenant en compte le prix d'acquisition initial ou les coûts liés au transport par exemple. Afin de mettre en place cette nouvelle politique tarifaire pour le mois d'octobre, la FDA mène actuellement une vaste

étude sur le prix des médicaments au niveau national. Cette mesure permettra également d'assurer un meilleur suivi des coûts connexes tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Seychelles

Pas de brève cette semaine.

Somalie

Report des élections parlementaires

La commission de mise en œuvre des élections somaliennes a établi un nouveau calendrier pour les élections parlementaires, qui se dérouleront entre le 1er octobre et le 20 novembre. Selon Reuters, le nouveau calendrier ne précise pas de date quant à l'élection, par les nouveaux législateurs, du président.

Soudan

Plus de 83000 emplois dans le cadre du recensement général

Le Conseil des ministres a donné son approbation pour le calendrier des deux recensements de la population et général qui auront lieu entre 2021 et 2024, avec un coût estimé à 99 MUSD pour le recensement de la population et 72 MUSD pour le recensement agricole, dont 35 MUSD fournis par la BAD. Le « *Central Bureau of Statistics* » a indiqué par ailleurs la création de plus de 83000 emplois dans le cadre des deux recensements.

📍 Soudan du Sud

Problèmes d'approvisionnement et de contestation

Le Soudan du sud fait face à une pénurie de carburant qui vient intensifier les contestations populaires ayant repris à Juba le mois dernier. Le gouvernement a imputé la pénurie actuelle aux conducteurs étrangers qui ont décidé de retenir leurs véhicules à Elegu, un point d'entrée frontalier entre le Soudan du sud et l'Ouganda, à la suite d'embuscades routières. Le ministre de l'Information, M. Lueth, a mis en garde les propriétaires de stations contre toute tentative d'approvisionnement en carburant sur le marché noir. Le gouvernement a, par ailleurs, mis en garde les commerçants de la capitale contre la fermeture de leurs magasins en raison des manifestations. L'administration du conseil municipal de Juba a infligé une amende de 50 000 SSP avec effet immédiat pour l'année fiscale 2021/2022 aux magasins qui ont fermé en prévision des manifestations. En marge de ces événements, la *South Sudan Urban Water Corporation* (SSUWC) a menacé de couper l'approvisionnement en eau de l'hôpital universitaire de Juba en raison d'arriérés de paiement de 14 millions de livres Sud-Soudanaises.

📍 Tanzanie

Retour aux anciens prix à la pompe, deux jours après la hausse

La Tanzanie a suspendu les hausses de prix des produits pétroliers annoncées deux jours plus tôt et a choisi de conserver les anciens prix jusqu'à nouvel ordre. Le Premier ministre Kassim Majaliwa a formé une équipe pour enquêter sur les indicateurs économiques faisant grimper les prix du carburant. L'équipe sera dirigée par des

responsables du ministère des Finances et de la Planification, du ministère de l'Énergie et des Minéraux, de la *Tanzania Revenue Authority*, de l'*Energy and Water Utilities Regulatory Authority* (Ewura) et d'autres institutions impliquées qui devraient examiner l'ensemble de la chaîne de valeur en deux semaines, y compris la formule de tarification et divers prélèvements, taxes, frais et charges qui sont pris en compte dans les prix. Le comité devrait présenter ses conclusions au Premier ministre le 16 septembre. Ewura a augmenté les prix de 2 381,04 Tsh le litre pour l'essence à 2 511 Tsh le litre ; 2 161,12 Tsh par litre pour le diesel est passé à 2 291 Tsh par litre et le kérosène est passé de 2 065,09 Tsh par litre à 2 194 Tsh par litre. Selon Ewura, la hausse des prix a été attribuée aux prix du marché mondial des produits pétroliers.

TANZANIA Posts Corporation (TPC) lance un projet de centres de services publics à guichet unique

Le directeur général adjoint des postes, Macrice Mbodo, a déclaré que la *Tanzania Posts Corporation* (TPC) inaugurerait aujourd'hui le lancement des centres de services à guichet unique pour faciliter la prestation de divers services au public. La ministre des Communications et des Technologies de l'information, Dr Faustine Ndugulile, a déclaré que le lancement faisait partie des stratégies gouvernementales visant à accroître l'efficacité et à améliorer l'accès aux services gouvernementaux. Les services qui seront disponibles comprennent ceux fournis par l'Agence d'enregistrement de l'insolvabilité et de la tutelle (RITA), l'Autorité nationale d'identification (NIDA), l'Agence d'enregistrement et de licence des entreprises (BRELA), la Tanzania Revenue Authority (TRA), le Fonds de sécurité (NSSF), la caisse de sécurité sociale de la fonction publique (PSSSF), la caisse nationale d'assurance maladie (NHIF), les services d'immigration et autres services fournis par diverses municipalités. La première phase de

mise en œuvre concerne onze régions dont Dar es Salaam, Dodoma, Mwanza, Kigoma, Arusha, Mbeya, Mjini Mahgaribi Unguja, Chakechake-Pemba, Lindi, Tanga et Morogoro.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international